

## **Gouvernance économique et sociale européenne**

### **Entrevues du Secrétariat européen commun de l'OGBL et du LCGB avec les groupes parlementaires CSV, LSAP et Déi Greng**

Au cours du mois de novembre 2010, une délégation du Secrétariat européen commun de l'OGBL et du LCGB a rencontré lors d'entrevues séparées les députés Paul-Henri Meyers, Paul Weimerskirch et les eurodéputés Georges Bach et Frank Engel (CSV), les députés Ben Fayot, Marc Angel, Claude Haagen et l'eurodéputé Robert Goebbels (LSAP) ainsi que les députés François Bausch, Félix Braz et l'eurodéputé Claude Turmes (Déi Greng) pour discuter de la gouvernance économique et sociale européenne.

Ces entrevues ont eu lieu à la demande des syndicats puisqu'ils s'inquiètent de la politique engagée, qui par une austérité fiscale, salariale et sociale risque de pousser l'économie dans une récession accrue.

Les représentants des syndicats regrettent notamment que dans le débat sur la gouvernance économique, les volets sociaux et écologiques soient oubliés et ils ont insisté à ce que le Luxembourg, disposant actuellement d'un système social fort, veille à la défense de ses acquis sociaux.

Au sujet de la surveillance étroite de la politique budgétaire nationale et de son orientation par la Commission européenne via un « semestre européen », les groupes parlementaires LSAP et Déi Greng ont mis l'accent sur le manque d'implication des parlements nationaux dans ce « semestre européen » et les procédures budgétaires que la Commission européenne compte mettre en place.

En réponse aux syndicats qui déplorent que le secteur financier n'ait pas assumé ses responsabilités face à la crise, les responsables politiques ont souligné la nécessité de discuter du rôle et de la place des activités financières dans une économie réelle saine et dynamique. Au lieu de risquer une déflation et un appauvrissement généralisé des couches populaires par les mesures d'austérité appliqués aux pays en développement, il faudrait réaliser plus de justice sociale à travers les mesures de stabilisation de l'économie et des programmes de relance. Pour cela, il faut tout d'abord créer un débat démocratique autour des politiques fiscales en Europe et au Luxembourg ainsi que des politiques budgétaires.

Lors des trois entrevues, les députés luxembourgeois, les députés européens et les représentants des syndicats étaient tous d'accord pour dire que la gouvernance économique européenne est nécessaire pour garantir le bon fonctionnement de l'union monétaire européenne, mais dans le respect du processus démocratique. Voilà pourquoi il a été retenu de commun accord qu'au cas où le Traité de Lisbonne serait modifié, il faudrait profiter de l'occasion pour y inclure un Protocole de progrès social, sinon d'accorder plus d'importance au Protocole social.

Une entrevue avec des représentants du groupe parlementaire DP et l'eurodéputé Charles Goerens est prévue pour le 7 janvier 2010.

Lors de ces entrevues, les syndicats étaient représentés par Jean-Claude Reding, Nico Clement, Véronique Eischen pour l'OGBL et par Patrick Dury, Viviane Goergen et Tania Matias pour le LCGB.